

Évolutions monétaires à La Réunion au 30 septembre 2013

ÉVOLUTION FINANCIÈRE ET BANCAIRE INTERNATIONALE

L'économie mondiale progresse encore faiblement au premier semestre 2013, atteignant 2,5 % en moyenne, soit un rythme comparable à celui du deuxième semestre 2012. La croissance commence à ralentir dans les pays émergents, tandis qu'elle montre des signes de renforcement dans plusieurs pays avancés. Selon les dernières estimations du Fonds Monétaire international (FMI) d'octobre 2013, l'économie mondiale devrait progresser de 2,9 % sur l'ensemble de l'année 2013 (contre + 3,2 % en 2012 et + 3,9 % en 2011).

Dans la zone euro, la croissance perd de la vitesse au troisième trimestre 2013, avec un PIB en hausse de 0,1 % (+ 0,3 % à fin juin 2013), pénalisé par le faible dynamisme de la consommation privée et les niveaux élevés de chômage. Après avoir rebondi au deuxième trimestre, le PIB français se replie de 0,1 % au troisième trimestre, tandis que l'activité allemande évolue encore favorablement (PIB en hausse de 0,3 %).

Lors de sa réunion du 7 novembre le Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne (BCE) a décidé d'abaisser le taux d'intérêt des opérations principales de refinancement de l'Eurosystème de 25 points de base, à 0,25 %, et de réduire le taux d'intérêt de la facilité de prêt marginal de 25 points de base, à 0,75 %, le taux d'intérêt de la facilité de dépôt demeurant inchangé, à 0,00 %. Dans sa déclaration introductive M. Draghi a indiqué : « L'orientation de notre politique monétaire demeurera accommodante aussi longtemps que nécessaire. Elle continuera donc également de soutenir la reprise progressive de l'économie reflétée par les indicateurs de confiance jusqu'en octobre (...). »... « Après la baisse des taux de ce jour, le Conseil des gouverneurs a réexaminé les indications données en juillet sur la trajectoire future des taux directeurs de la BCE et confirmé qu'il continue de prévoir que ces taux resteront à leurs niveaux actuels, voire inférieurs, sur longue période (...). ».

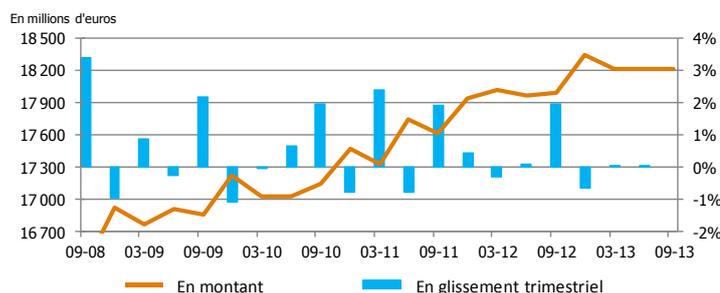
UNE ACTIVITÉ FINANCIÈRE TOUJOURS MODÉRÉE À LA RÉUNION

L'activité des établissements de crédit implantés localement reste faible, comparativement à son niveau antérieur à la crise. Au-delà des effets de la crise, le net ralentissement observé dans l'octroi de crédits s'explique aussi par les nouvelles contraintes réglementaires (Bâle III), qui obligent les établissements de crédit à rechercher une meilleure allocation de leurs fonds propres et les conduisent parfois à déconcentrer progressivement leurs risques.

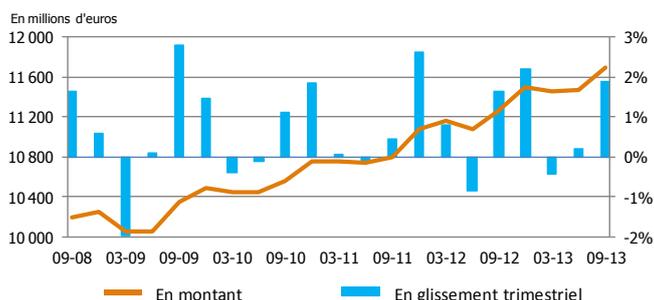
L'encours brut total des crédits consentis à l'économie reste stable depuis début 2013, à 18,2 milliards d'euros. Au troisième trimestre, la progression des crédits aux ménages (+ 1,0 % d'encours sains) est intégralement compensée par la baisse de ceux consentis aux collectivités locales (- 3,1 %). Les crédits aux entreprises restent stables, la bonne orientation des crédits immobiliers (essentiellement tournés vers le logement social) suffisant tout juste à annuler la baisse sensible des crédits d'investissement et d'exploitation. La sinistralité continue cependant de reculer progressivement.

Le total des actifs détenus par les établissements de crédit implantés localement représente 11,7 milliards d'euros à fin septembre 2013, soit 71,5 % de l'encours des crédits sains. Au troisième trimestre, les dépôts progressent de 1,4 %. Ainsi, le déficit de collecte diminue, les actifs financiers progressant plus rapidement que les concours bancaires.

Evolution des concours bancaires



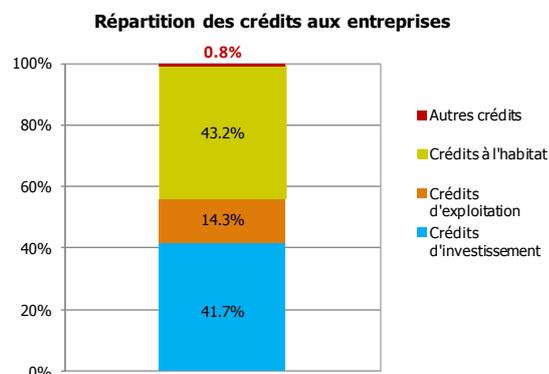
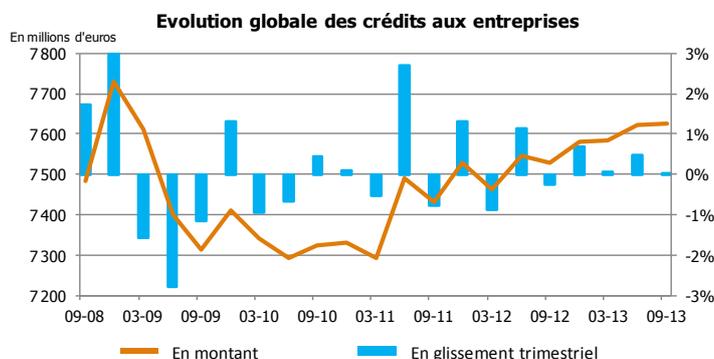
Evolution des actifs financiers



STAGNATION DU NIVEAU DE FINANCEMENT DE L'ÉCONOMIE

Stabilité des crédits aux entreprises

L'encours des **financements consentis aux entreprises** se stabilise au troisième trimestre 2013 (+ 3 millions d'euros seulement, contre + 37 millions d'euros au deuxième trimestre, soit + 0,5 %). À 7,6 milliards d'euros fin septembre, l'encours des crédits aux entreprises augmente de 1,3 % sur un an, et représente 44,6 % de l'encours sain total. Hors financements immobiliers, à destination principalement des sociétés de logement social, les encours de crédits aux entreprises ont diminué de 210 millions d'euros entre décembre 2012 et septembre 2013 (soit - 4,6 %), et de 450 millions d'euros depuis septembre 2008. L'amortissement de ces crédits longs, massivement octroyés les années précédant la crise, et qui ne se reconstituent pas à la même hauteur depuis lors, joue évidemment de manière défavorable sur l'évolution de l'encours.



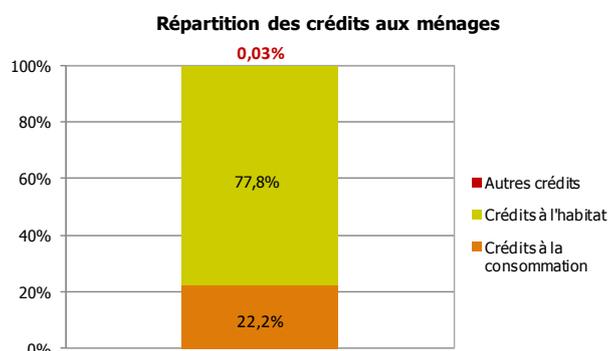
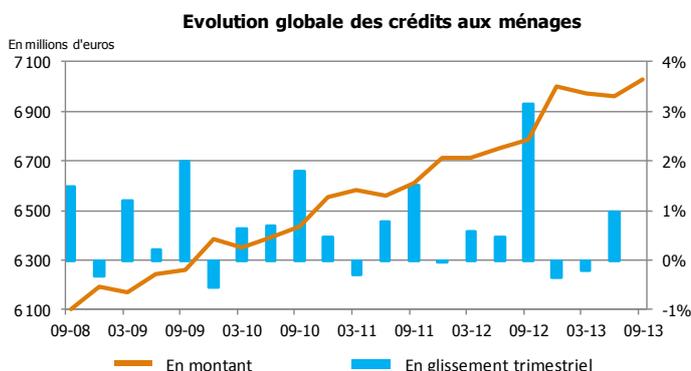
La progression des **financements immobiliers** (+ 2,5 % sur le trimestre) permet une nouvelle fois de compenser la détérioration des crédits d'investissement et d'exploitation. Les financements immobiliers concernent principalement (à hauteur de 80 % en septembre 2013) des crédits en faveur des sociétés d'économie mixte et du logement social.

La baisse de l'encours des **crédits d'exploitation** s'accroît. Il se contracte en effet de 4,4 % au troisième trimestre, perdant ainsi 50 millions d'euros, après des baisses plus modérées les trois trimestres précédents. Comme lors des périodes antérieures, cette baisse du financement de l'exploitation des entreprises s'explique par la contraction de l'encours des créances commerciales (- 13,1 %), des comptes ordinaires débiteurs (- 5,3 %) et de l'affacturage (- 4,7 %).

Les **crédits d'investissement** enregistrent eux aussi une nouvelle diminution au troisième trimestre (- 1,1 %, soit - 35 millions d'euros). Le contexte économique toujours fragile continue à se traduire par un fort attentisme des entrepreneurs en matière d'investissement, même s'ils font désormais état de perspectives plus favorables dans les enquêtes de conjoncture de l'IEDOM. Avec un encours de 3,2 milliards d'euros, les crédits d'investissement sont ainsi à leur plus bas niveau depuis décembre 2007.

Reprise des crédits aux ménages

Les **concours consentis aux ménages** se redressent au troisième trimestre 2013 (+ 1,0 %, soit 68 millions d'euros supplémentaires), après deux trimestres consécutifs durant lesquels ils avaient légèrement baissé (de 0,4 % puis 0,2 %).



Pour la première fois depuis le début de l'année, le niveau de l'encours des **crédits à la consommation** progresse (+ 1,1 %, soit un surcroît d'encours de 17 millions d'euros). Néanmoins, le financement de la consommation s'établit toujours à un niveau historiquement bas. Il est lié d'une part à la faiblesse des achats de véhicules automobiles et de biens d'équipement, dans un contexte économique toujours morose, et d'autre part à la réglementation de plus en plus exigeante qui encadre ce type de financements. Sur un an, l'encours des crédits à la consommation recule de 1,2 %.

L'encours des **financements à l'habitat**, principale composante des concours des ménages (77,7 %), progresse de 0,9 % ce trimestre (soit 51 millions d'euros supplémentaires), alors qu'il était resté quasiment stable depuis le début de l'année. Ce rythme de progression encore limité reflète la fragilité d'un marché de l'immobilier réunionnais qui peine à redémarrer, fragilisé par les modifications successives des dispositifs de défiscalisation. La forte hausse enregistrée au dernier trimestre de l'année 2012 (+ 5,9 %, soit + 204 millions d'euros) permet cependant de conserver pour cette catégorie de financement un rythme de progression annuelle élevé (+ 5,0 %, soit 262 millions d'euros de plus).

Baisse des crédits aux collectivités locales

L'encours des **crédits consentis aux collectivités locales** baisse encore de 3,1 % (- 60 millions d'euros) au troisième trimestre, prolongeant les baisses déjà significatives observées au cours des trimestres précédents. Ces baisses successives sont dues à la contraction des crédits d'investissement, qui constituent l'essentiel des crédits en faveur des collectivités locales. Pour mémoire, les financements consentis aux collectivités locales avaient enregistré une progression soutenue au cours du dernier trimestre de l'année 2012 (+ 5,7 %), mais sont désormais repassés en dessous de ce point haut (2 milliards d'euros).

Recul de la sinistralité

Les **créances douteuses brutes** portées par l'ensemble des établissements de crédit baissent légèrement au troisième trimestre 2013 (- 0,3 %, soit 3 millions d'euros de moins, contre + 0,1 % au trimestre précédent). Sur les douze derniers mois, elles ont significativement diminué (- 4,6 %, soit 53 millions d'euros de moins), témoignant d'une nette réduction de la sinistralité depuis la fin de l'année 2012. Le poids des créances douteuses reste cependant élevé, à 6,1 % de l'encours total des crédits à l'économie (contre 6,5 % un an auparavant). Leur taux de provisionnement s'établit à 57,6 % à fin septembre 2013, une nouvelle fois en baisse de 0,3 point par rapport au trimestre précédent en raison de reprises sur les provisions constituées par les banques. De ce fait, les créances douteuses nettes des provisions augmentent de 0,3 % (après + 0,9 % en juin 2013), en raison essentiellement de la progression des créances douteuses aux ménages (+ 6,5 % après + 3,4 % au trimestre précédent). Sur un an, les créances douteuses nettes globales diminuent en revanche de 4,9 %, grâce notamment à l'amélioration sensible constatée sur le champ des entreprises (- 10,8 %).

PROGRESSION DES ACTIFS FINANCIERS

Pour le deuxième trimestre consécutif, la collecte nette d'**actifs financiers auprès des agents économiques réunionnais** s'inscrit en nette hausse (+ 166 millions d'euros, soit + 1,4 % au troisième trimestre 2013 après + 0,6 % au trimestre précédent). L'encours total des dépôts s'établit à 11,7 milliards d'euros à fin septembre 2013, en progression de 3,9 % sur un an.

L'ensemble des composantes des actifs financiers contribuent à cette hausse, même si les placements liquides ou à court terme progressent plus rapidement que les placements à plus long terme, signe d'une préférence toujours marquée des agents économiques pour la liquidité.

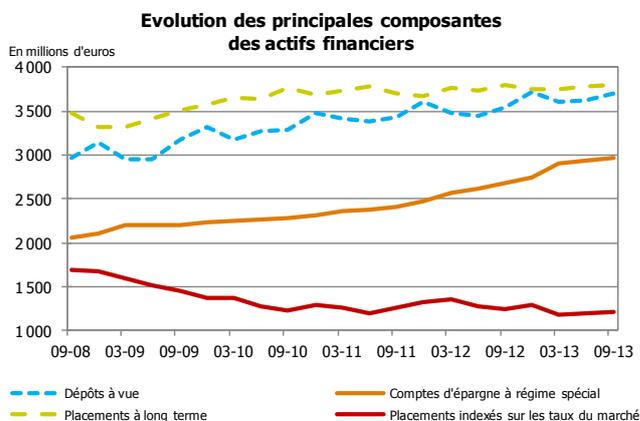
L'encours des **dépôts à vue** augmente sensiblement au troisième trimestre (+ 87 millions d'euros, soit + 2,4 %) après seulement + 0,3 % au deuxième trimestre. Ils retrouvent ainsi pratiquement leur niveau de fin 2012. Cette hausse touche tous les types de clientèle, même si les dépôts à vue des entreprises et des autres agents progressent plus rapidement (respectivement de + 3,2 % et de + 3,4 %) que ceux des ménages (+ 1,6 %). Sur douze mois, la hausse des dépôts à vue atteint 172 millions d'euros (+ 4,9 %), portée par ceux détenus par les sociétés non financières (+ 10,1 %).

Les **placements liquides** sont également en progression au troisième trimestre 2013 (+ 61 millions d'euros, soit + 1,5 %). Les plus fortes variations sont enregistrées sur les certificats de dépôts négociables (+ 11,3 % sur le trimestre), les livrets ordinaires (+ 3,4 %) et les livrets de développement durable (+ 1,7 %).

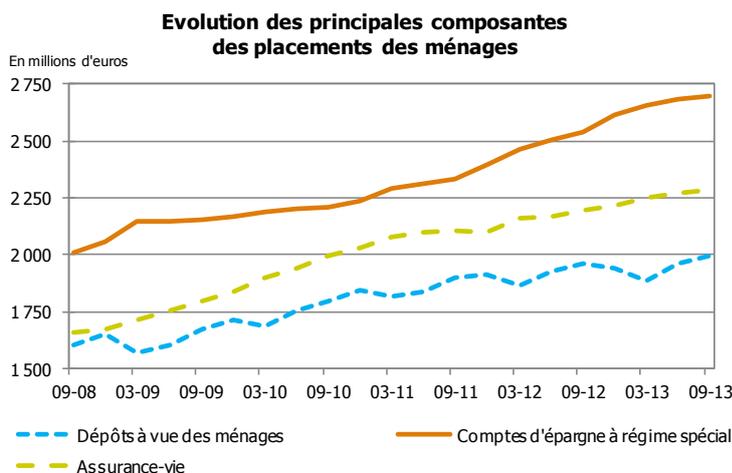
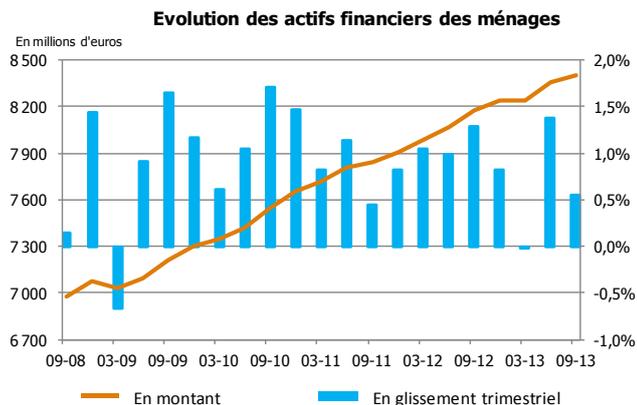
Pour sa part, l'**épargne à long terme** progresse plus lentement (+ 19 millions d'euros, soit + 0,5 %) et son évolution sur un an reste mesurée (+ 6 millions d'euros, soit + 0,2 %).

Légère hausse des placements des ménages

Les **placements des ménages** progressent légèrement au troisième trimestre 2013 (+ 46 millions d'euros, soit + 0,6 %), marquant un ralentissement après un deuxième trimestre plus dynamique (+ 113 millions d'euros, soit + 1,4 %). La collecte nette a essentiellement concerné les dépôts à vue des ménages (+ 1,6 % au troisième trimestre), tandis que les autres formes de placements restaient globalement stables. Enfin, les placements indexés sur les taux de marché reculent une nouvelle fois (- 4,2 % entre juin et septembre 2013, après - 5,4 % sur la période précédente), accélérant encore la baisse de ces placements qui atteint - 26,7 % sur un an (soit 61 millions d'euros de décollecte).

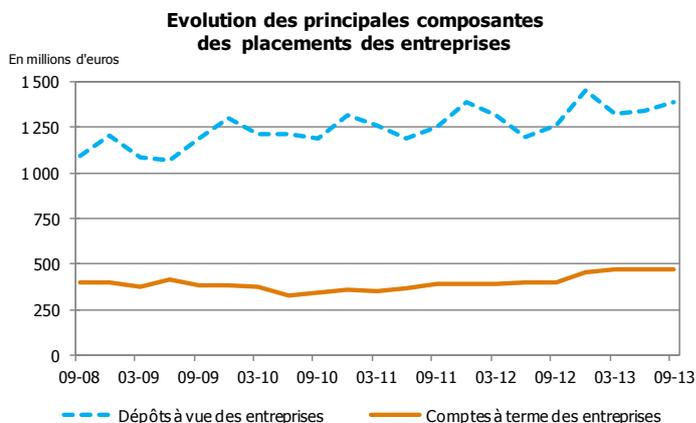
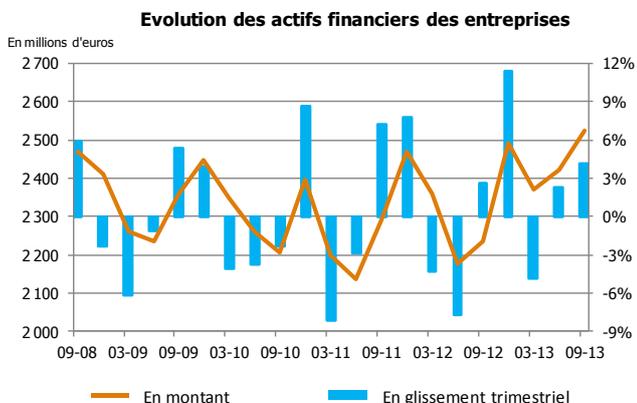


L'abaissement des taux de rémunération des comptes sur livrets est susceptible d'avoir amoindri l'engouement dont ils bénéficiaient récemment. Une légère décollecte (- 0,1 %, soit 1 million d'euros de moins) est ainsi constatée sur les livrets A au troisième trimestre 2013, sans entamer cependant le niveau de dépôt qui reste particulièrement élevé sur ce support dont l'encours a progressé de 14,5 % sur un an. Les dépôts sur livrets de développement durable restent quant à eux bien orientés (+ 1,7 % sur le trimestre, et toujours + 35,1 % sur un an).



Augmentation des placements des entreprises

Comme au deuxième trimestre, les **sociétés non financières** enregistrent une hausse des actifs financiers qu'elles détiennent (+ 4,1 % sur le trimestre, soit 100 millions d'euros de collecte nette, après + 2,2 % le trimestre précédent). Cette progression concerne les différents compartiments de placements, et notamment les certificats de dépôts (+ 11,3 % entre juin et septembre après + 42,1 % au trimestre précédent). Rappelons cependant que les certificats de dépôts sont affectés par convention aux seules sociétés non financières, alors qu'ils concernent aussi pour partie d'autres agents économiques (compagnies d'assurances et associations, voir certains particuliers). Les dépôts à vue constituent toujours la composante principale des placements des entreprises (54,9 % du total de leurs actifs financiers en septembre 2013), devant les placements liquides (40,8 %).



Légère progression des placements des autres agents

Les **placements des autres agents** (sociétés d'assurance et fonds de pension, administrations centrales et de sécurité sociale, associations ...) se redressent au troisième trimestre 2013 (+ 2,6 %, après - 1,1 % au trimestre précédent).

MÉTHODOLOGIE

L'ensemble des données concernent des encours. Elles sont issues des déclarations SURFI (Système Unifié de Reporting Financier) des établissements de crédit.

- Les crédits présentés dans cette note concernent ceux accordés à l'ensemble des agents économiques présents sur le territoire, soit par les établissements de crédit disposant d'une implantation locale significative (établissements installés localement dits ECIL), soit ceux n'en détenant pas (établissement de crédit non installés localement dits ECNIL). Les actifs présentés sont ceux déposés par l'ensemble des agents économiques auprès de ces deux types d'établissements.
- Les données de l'épargne de long terme ne sont pas exhaustives car elles n'incluent que très partiellement les encours des contrats d'assurance-vie souscrits par des ECIL, mais gérés à l'extérieur, et ne comprennent pas celles relatives aux opérations de compagnie d'assurance intervenant localement.
- Les données des entrepreneurs individuels sont réparties entre les catégories « entreprises » et « ménages » : les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs sont comptabilisés dans les crédits aux particuliers, alors que les autres crédits apparaissent dans la catégorie des entreprises. Quant aux actifs des entrepreneurs individuels, ils sont comptabilisés dans les données des ménages.

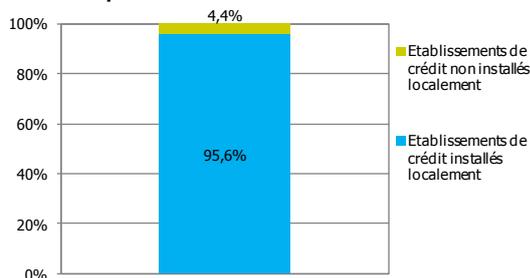
TABLEAUX STATISTIQUES

Les crédits à l'économie

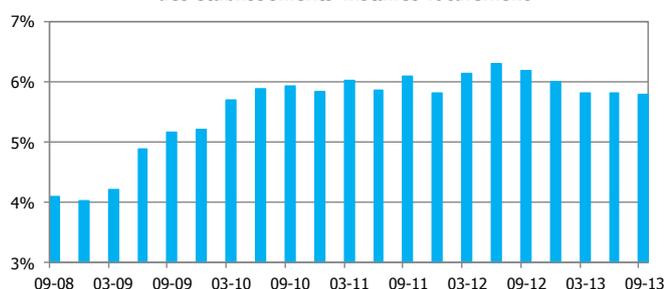
	Montants en millions d'euros									Variations	
	sept-08	sept-09	sept-10	sept-11	sept-12	déc-12	mars-13	juin-13	sept-13	1 trim	1 an
Entreprises											
Crédits d'exploitation	1 306,0	1 158,7	1 195,8	1 090,0	1 161,4	1 157,6	1 146,5	1 137,2	1 087,7	-4,4%	-6,3%
<i>Créances commerciales</i>	131,6	108,9	93,3	106,6	83,7	96,8	75,6	78,7	68,4	-13,1%	-18,2%
<i>Crédits de trésorerie</i>	705,9	630,3	672,0	623,5	671,1	687,5	684,9	679,6	659,7	-2,9%	-1,7%
<i>(dt) Entrepreneurs individuels</i>	116,5	107,4	112,2	123,7	104,7	102,0	99,9	114,4	114,7	0,3%	9,6%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	311,0	258,9	277,6	229,4	287,0	241,4	264,3	252,6	239,2	-5,3%	-16,6%
<i>Affacturage</i>	157,5	160,5	152,9	130,5	119,7	131,9	121,7	126,3	120,4	-4,7%	0,6%
Crédits d'investissement	3 412,8	3 306,0	3 331,9	3 389,2	3 241,5	3 318,1	3 241,3	3 213,3	3 177,9	-1,1%	-2,0%
<i>Crédits à l'équipement</i>	2 953,5	2 846,4	2 857,4	2 912,5	2 774,3	2 840,6	2 772,5	2 755,6	2 761,9	0,2%	-0,4%
<i>(dt) Entrepreneurs individuels</i>	254,7	236,0	246,8	306,4	251,0	248,1	241,6	238,8	240,5	0,7%	-4,2%
<i>Crédit-bail</i>	459,3	459,6	474,5	476,7	467,2	477,5	468,8	457,7	416,0	-9,1%	-11,0%
Crédits à l'habitat	2 698,0	2 772,7	2 752,2	2 923,7	3 077,9	3 041,9	3 144,0	3 216,5	3 296,3	2,5%	7,1%
Autres crédits	66,0	77,0	44,8	29,7	47,0	62,1	52,6	54,5	62,4	14,6%	32,8%
Encours sain	7 482,7	7 314,4	7 324,7	7 432,6	7 527,8	7 579,7	7 584,4	7 621,4	7 624,3	0,0%	1,3%
Ménages											
Crédits à la consommation	1 756,2	1 677,0	1 632,5	1 606,1	1 580,3	1 590,1	1 559,7	1 543,7	1 560,7	1,1%	-1,2%
<i>Crédits de trésorerie</i>	1 631,3	1 558,3	1 522,6	1 495,8	1 474,7	1 483,8	1 451,1	1 435,7	1 451,6	1,1%	-1,6%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	47,9	40,2	39,2	49,3	50,3	50,5	53,8	52,5	54,7	4,2%	8,8%
<i>Crédit-bail</i>	77,0	78,6	70,7	61,0	55,3	55,8	54,8	55,5	54,4	-1,9%	-1,5%
Crédits à l'habitat	4 341,9	4 581,1	4 797,4	5 006,6	5 203,4	5 407,4	5 412,4	5 414,5	5 465,2	0,9%	5,0%
Autres crédits	2,2	2,1	5,8	1,0	1,0	1,3	1,7	1,6	2,2	39,6%	132,1%
Encours sain	6 100,4	6 260,2	6 435,7	6 613,7	6 784,7	6 998,8	6 973,7	6 959,8	7 028,1	1,0%	3,6%
Collectivités locales											
Crédits d'exploitation	41,9	23,3	23,4	31,1	8,5	14,1	15,0	15,0	6,5	-56,5%	-23,3%
<i>Crédits de trésorerie</i>	39,5	21,4	23,3	7,7	7,1	13,8	14,9	14,8	6,4	-57,1%	-10,6%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	2,4	1,9	0,1	23,4	1,4	0,3	0,1	0,2	0,2	-1,0%	-87,9%
Crédits d'investissement	1 610,6	1 765,5	1 696,6	1 855,0	1 910,4	2 014,4	1 963,1	1 939,9	1 888,7	-2,6%	-1,1%
<i>Crédits à l'équipement</i>	1 610,6	1 765,3	1 695,1	1 855,0	1 909,5	2 013,6	1 962,2	1 939,1	1 887,8	-2,6%	-1,1%
Autres crédits	2,9	6,1	5,1	0,8	1,0	0,1	0,9	0,1	0,0	-ns-	-96,2%
Encours sain	1 655,5	1 796,4	1 726,5	1 888,3	1 921,2	2 029,9	1 980,2	1 956,1	1 896,4	-3,1%	-1,3%
Autres agents											
Encours sain	459,5	528,2	564,2	522,8	581,7	567,6	556,6	558,2	552,2	-1,1%	-5,1%
TOTAL											
Encours sain	15 698,1	15 899,3	16 051,0	16 457,5	16 815,4	17 176,0	17 094,7	17 095,5	17 101,1	0,0%	1,7%
<i>dont ECNIL</i>	731,7	735,7	739,7	743,7	770,8	787,9	787,9	739,9	740,9	0,1%	-3,9%
Créances douteuses brutes	674,3	959,4	1 087,6	1 149,1	1 170,6	1 160,3	1 119,5	1 120,6	1 117,3	-0,3%	-4,6%
<i>Créances douteuses nettes</i>	294,1	464,4	490,3	503,8	497,8	511,4	468,1	472,1	473,6	0,3%	-4,9%
<i>(dt) Entreprises</i>	157,6	331,8	387,4	396,9	395,6	382,2	356,6	357,7	352,7	-1,4%	-10,8%
<i>(dt) Ménages</i>	99,6	114,3	108,2	102,2	98,7	125,0	105,5	109,1	116,1	6,5%	17,6%
<i>Provisions</i>	380,2	495,0	597,3	645,3	672,8	648,9	651,4	648,5	643,7	-0,7%	-4,3%
Encours brut total	16 372,4	16 858,7	17 138,6	17 606,6	17 986,0	18 336,3	18 214,3	18 216,1	18 218,4	0,0%	1,3%
<i>Taux de créances douteuses</i>	4,1%	5,7%	6,3%	6,5%	6,5%	6,3%	6,1%	6,2%	6,1%	0,0 pt	-0,4 pt
<i>Taux de créances douteuses des ECIL</i>	4,1%	5,1%	5,9%	6,1%	6,2%	6,0%	5,8%	5,8%	5,8%	0,0 pt	-0,4 pt
<i>Taux de provisionnement</i>	56,4%	51,6%	54,9%	56,2%	57,5%	55,9%	58,2%	57,9%	57,6%	-0,3 pt	0,1 pt

ECIL / ECNIL : établissements de crédit installés localement / non installés localement (cf. méthodologie)

Répartition des concours bancaires sains



Evolution du taux de créances douteuses brutes des établissements installés localement



Les placements des agents économiques

	Montants en millions d'euros								Variations	
	sept-09	sept-10	sept-11	sept-12	déc-12	mars-13	juin-13	sept-13	1 trim	1 an
Sociétés non financières	2 354,8	2 205,4	2 290,6	2 235,7	2 490,7	2 370,1	2 423,1	2 523,6	4,1%	12,9%
Dépôts à vue	1 190,9	1 187,3	1 251,5	1 256,9	1 447,1	1 324,8	1 338,4	1 384,2	3,4%	10,1%
Placements liquides ou à court terme	966,5	797,4	921,3	859,3	930,8	938,1	975,4	1 029,5	5,5%	19,8%
Comptes d'épargne à régime spécial	1,3	0,4	0,3	29,8	17,0	106,5	95,4	116,3	21,9%	n.s.
Placements indexés sur les taux de marché	965,2	797,1	921,0	829,5	913,8	831,5	880,0	913,2	3,8%	10,1%
<i>dont comptes à terme</i>	384,4	340,3	390,2	397,4	455,2	471,1	466,9	474,7	1,7%	19,5%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	265,5	217,4	191,1	137,8	140,6	157,1	124,6	117,5	-5,6%	-14,7%
<i>dont certificats de dépôt</i>	314,2	238,9	339,4	293,5	317,4	202,7	288,0	320,7	11,3%	9,3%
Epargne à long terme	197,3	220,7	117,7	119,6	112,8	107,3	109,3	109,8	0,5%	-8,1%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	32,3	36,6	31,7	33,8	25,5	22,7	25,1	24,8	-1,3%	-26,6%
Ménages	7 212,9	7 546,2	7 842,9	8 174,1	8 241,6	8 240,5	8 353,8	8 400,2	0,6%	2,8%
Dépôts à vue	1 672,0	1 795,8	1 896,0	1 960,6	1 937,9	1 886,0	1 963,5	1 994,4	1,6%	1,7%
Placements liquides ou à court terme	2 456,3	2 455,3	2 566,6	2 764,1	2 814,8	2 837,8	2 860,0	2 861,8	0,1%	3,5%
Comptes d'épargne à régime spécial	2 151,8	2 209,2	2 331,3	2 537,1	2 611,7	2 654,4	2 686,4	2 695,5	0,3%	6,2%
<i>dont livrets ordinaires</i>	801,4	820,4	868,9	941,8	902,0	887,9	873,3	880,5	0,8%	-6,5%
<i>dont livrets A et bleus</i>	704,4	753,2	837,5	960,3	1 027,5	1 070,6	1 100,3	1 099,1	-0,1%	14,5%
<i>dont livrets jeunes</i>	39,1	39,1	38,2	37,5	38,3	37,6	38,1	38,0	-0,3%	1,3%
<i>dont livrets d'épargne populaire</i>	122,5	114,3	104,5	101,0	100,6	94,7	94,7	94,7	0,0%	-6,3%
<i>dont livrets de développement durable</i>	256,6	258,9	261,9	276,5	329,0	351,0	367,4	373,7	1,7%	35,1%
<i>dont comptes d'épargne logement</i>	227,9	223,3	220,2	220,0	214,3	212,6	212,6	209,6	-1,4%	-4,7%
Placements indexés sur les taux de marché	304,5	246,1	235,3	227,0	203,1	183,4	173,5	166,3	-4,2%	-26,7%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	223,2	182,9	186,9	179,6	167,5	149,8	140,8	135,2	-3,9%	-24,7%
<i>dont bons de caisse</i>	13,3	12,5	12,4	9,5	9,1	8,9	8,7	8,6	-0,7%	-9,2%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	68,0	50,7	36,1	37,9	26,6	24,8	24,1	22,4	-6,9%	-40,9%
Epargne à long terme	3 084,6	3 295,1	3 380,4	3 449,4	3 488,9	3 516,7	3 530,2	3 543,9	0,4%	2,7%
<i>dont plans d'épargne logement</i>	740,2	753,6	748,6	749,5	763,1	763,5	762,0	767,8	0,8%	2,4%
<i>dont plans d'épargne populaire</i>	68,0	60,9	56,6	53,8	54,4	53,4	52,6	51,5	-2,2%	-4,4%
<i>dont autres comptes d'épargne</i>	8,4	8,4	7,8	8,7	9,2	9,1	10,2	10,7	4,8%	23,7%
<i>dont actions</i>	146,2	141,1	128,9	112,9	114,8	114,2	114,2	118,2	3,5%	4,7%
<i>dont obligations</i>	173,5	200,9	197,4	224,1	225,4	223,1	222,2	212,6	-4,3%	-5,1%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	151,2	134,7	137,5	104,6	104,9	102,0	100,6	100,2	-0,4%	-4,2%
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	1 797,1	1 995,4	2 103,5	2 195,8	2 217,1	2 251,4	2 268,4	2 282,9	0,6%	4,0%
Autres agents	772,4	804,0	657,0	843,4	766,9	840,8	748,9	768,3	2,6%	-8,9%
Dépôts à vue	314,0	305,2	279,5	318,5	327,6	398,5	318,7	328,9	3,2%	3,3%
Placements liquides ou à court terme	236,4	255,9	177,9	297,2	291,5	309,9	285,4	290,2	1,7%	-2,4%
Comptes d'épargne à régime spécial	52,6	68,9	73,5	106,3	119,7	139,4	150,2	161,0	7,2%	51,5%
Placements indexés sur les taux de marché	183,8	187,0	104,4	190,9	171,8	170,5	135,2	129,2	-4,5%	-32,4%
<i>dont comptes à terme</i>	39,5	40,3	46,6	67,9	75,5	69,1	67,1	72,2	7,7%	6,3%
Epargne à long terme	222,1	242,9	199,6	227,7	147,8	132,4	144,8	149,2	3,1%	-34,5%
Total actifs financiers	10 340,1	10 555,6	10 790,6	11 253,2	11 499,3	11 451,5	11 525,7	11 692,1	1,4%	3,9%
Dépôts à vue	3 176,8	3 288,3	3 427,0	3 535,9	3 712,6	3 609,3	3 620,6	3 707,5	2,4%	4,9%
Placements liquides ou à court terme	3 659,3	3 508,7	3 665,9	3 920,6	4 037,1	4 085,8	4 120,8	4 181,5	1,5%	6,7%
Comptes d'épargne à régime spécial	2 205,7	2 278,4	2 405,1	2 673,2	2 748,5	2 900,3	2 932,0	2 972,8	1,4%	11,2%
<i>dont livrets ordinaires</i>	831,5	869,5	925,3	1 055,0	1 010,0	1 069,4	1 052,8	1 088,7	3,4%	3,2%
<i>dont livrets A et bleus</i>	713,0	765,8	854,1	982,4	1 055,4	1 134,0	1 165,5	1 167,0	0,1%	18,8%
<i>dont livrets jeunes</i>	39,1	39,1	38,2	37,5	38,3	37,6	38,1	38,0	-0,3%	1,3%
<i>dont livrets d'épargne populaire</i>	122,5	114,4	104,6	101,0	100,6	94,7	94,7	94,7	0,0%	-6,2%
<i>dont livrets de développement durable</i>	256,6	259,0	262,2	276,8	329,3	351,4	367,8	374,1	1,7%	35,2%
<i>dont comptes d'épargne logement</i>	227,9	223,5	220,8	220,5	214,8	213,2	213,1	210,0	-1,4%	-4,7%
Placements indexés sur les taux de marché	1 453,6	1 230,2	1 260,8	1 247,4	1 288,7	1 185,4	1 188,7	1 208,7	1,7%	-3,1%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	647,1	563,4	623,7	644,8	698,1	690,0	674,8	682,2	1,1%	5,8%
<i>dont bons de caisse</i>	14,5	18,2	17,8	11,0	10,0	9,5	9,3	9,0	-3,1%	-18,3%
<i>dont certificats de dépôt</i>	314,2	238,9	339,4	293,5	317,4	202,7	288,0	320,7	11,3%	9,3%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	477,8	409,7	279,9	298,0	263,2	283,3	216,6	196,8	-9,2%	-34,0%
Epargne à long terme	3 504,0	3 758,7	3 697,6	3 796,6	3 749,5	3 756,4	3 784,3	3 803,0	0,5%	0,2%
<i>dont plans d'épargne logement</i>	740,2	754,9	750,8	751,4	765,0	765,3	763,8	769,8	0,8%	2,5%
<i>dont plans d'épargne populaire</i>	68,0	61,2	56,9	54,1	54,6	53,8	53,0	51,8	-2,2%	-4,1%
<i>dont autres comptes d'épargne</i>	8,4	8,4	7,8	8,7	9,2	9,1	10,2	10,7	4,8%	23,7%
<i>dont actions</i>	164,0	159,3	144,1	125,9	128,0	128,1	127,2	134,6	5,9%	7,0%
<i>dont obligations</i>	360,3	401,0	347,3	423,7	421,3	406,0	426,4	408,2	-4,3%	-3,6%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	366,0	377,8	284,5	235,5	152,7	141,0	133,6	143,1	7,1%	-39,2%
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	1 797,1	1 996,0	2 106,2	2 197,5	2 218,8	2 253,2	2 270,1	2 284,7	0,6%	4,0%

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.iedom.fr

Directeur de la publication : N. de SEZE – Responsable de la rédaction : T. BELTRAND
Éditeur et imprimeur : IEDOM - Achévé d'imprimer : décembre 2013